



Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées	
Référence : 20220308-RAPINSP-15-047- CarrièreCADAC-StPaul	
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL
Cadac coopérative Carrière du Puy de Toule, commune de St Paul des Landes SIRET : 779 072 834 00038	S3IC 0056.00771 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : Carrière de calcaire	
Date du contrôle : 8/03/2022	
Type de contrôle	
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle	
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • carrière Puy de Toule	
Référentiel(s) du contrôle • AP d'autorisation du 14/04/2014 • Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières	
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule ECC <input type="checkbox"/> Autre :

I – Synthèse de la visite et des constatations

I.1 – Périmètre inspecté

Cette inspection a porté sur l'application des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2014 autorisant l'exploitation de la carrière du Puy de Toule sur les communes de Saint-Paul des Landes, Crandelles et Teissières de Cornet pour une petite partie du périmètre.

I.2 – Constats effectués lors de la visite/ échanges avec l'exploitant

L'activité de la carrière est gérée par une coopérative et a pour but un service rendu aux adhérents consistant en la fourniture d'amendement calcaire sur parcelles agricoles.

Le calcaire est extrait directement à la pelle mécanique (pas de forage/minage) sur un front d'une hauteur maximale de 5 m. La roche est ensuite concassée, broyée et criblée sur une installation fixe, puis stockée sous abri. Trois produits, selon la granulométrie sont commercialisés (marne, calcaire et carbonate).

L'inspection s'est déroulée en deux temps :

- inspection documentaire
- visite du site

Les documents suivants sont exploités :

- Arrêté d'autorisation,
- dernier rapport d'inspection (2017).

Il en ressort un certain nombre d'écarts portant sur le suivi d'exploitation. L'inspecteur note que l'équipe de direction est renouvelée depuis 2 ans.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Écarts relevés ☐ Oui ☐ Non

Proposition de mise en demeure ☐ Oui ☐ Non

Proposition d'arrêté complémentaire ☐ Oui ☐ Non

Commentaires : néant

Annexe: Fiche de suites de la visite d'inspection au titre du Code de l'Environnement.

Inspecteur L'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées	Vérificateur L'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées	Approbateur Pour la directrice, le chef délégué de l'unité interdépartementale Cantal Allier Puy-de-Dôme
J-P SENEZERGUES	Fabrice CHAZOT	Fabrice CHAZOT

Annexe 1 – Fiche de constats

Référence : Arrêté préfectoral du 14/04/2014

Constat 1 : Rubriques et niveau d'activité.

Le niveau d'activité est déclaré à 19 600 t pour 2020 (Gerep 2021). L'exploitant précise que 2020 a été une année de forte activité, la moyenne se situant plutôt entre 14 et 16 000 t.

Référence réglementaire : Article 1 Nature de l'autorisation

...

Au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement les activités sont répertoriées comme suit :

N° rubrique	Désignation des activités	Capacité sollicitée	Régime	Seuil
2510-1	Exploitation de carrière	20 000 t/an maximum	Autorisation	-
2515-1b	Concassage, criblage	300 kW	Enregistrement	200 kW < P < 550 kW
2517	Station de transit	1663 m³	Non classé	Seuil à 5000 m³
1435	Liquides inflammables: Installation de remplissage de récipients	< 100 m³	Non classé	Volume transféré > 100 m³
1432	Liquides inflammables: stockage de FOD	3 m³ coefficient 1/5	Non classé	Capacité équivalente totale supérieure à 10m³

Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	-	-

Constat 2 : Accès carrière, clôture et bornage

L'accès au site est protégé par un portail. Une clôture solide avec est visible sur l'ensemble du périmètre autorisé. La signalétique est présente.

Une partie du périmètre remis en état côté Sud a été restituée à sa vocation agricole.

Les bornes ne sont pas visibles.

La plate-forme engins est opérationnelle.

Les eaux pluviales sont recueillies dans un bassin aménagé et protégé. Un deuxième bassin situé sous la pont bascule collecte la zone de chargement ; son volume et sa profondeur doit être réaménagé de façon à permettre une meilleure décantation des eaux collectées (traces de rejets blanchâtre).

Référence réglementaire : Article 3 – Aménagements préliminaires

...

...

3-2 – Bornage

Un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation est matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.

L'une de ces bornes, fixe et invariable, est nivelée par référence au nivellement général de la France (N.G.F.).

3-6- Eaux pluviales

La totalité des eaux de ruissellement impactant la zone d'extraction, de stockage des matériaux et des diverses plate-formes sera collectée, puis décantée avant rejet dans le milieu naturel. Côté Sud, le réseau de fossés existant sera complété et mènera les eaux à une mare créée à cet effet en bordure de la parcelle cadastrée C120. Côté Nord, secteur où s'effectuent le traitement de la marnage et la fabrication du produit fini, les eaux seront concentrées vers la parcelle cadastrée D287 dans un bac de rétention d'un volume minimal de 240 m³. Les dimensions des différents bassins doivent être adaptées à la surface des zones à drainer et tenir compte des précipitations d'occurrence décennale. Les normes de rejets précisées à l'article 9-4 devront être respectées.

...

Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	6 mois	Bornes à rendre visibles ou bornage à réaliser Deuxième bassin à réaménager

Constat 3: Mesures particulières

Les zones d'intérêts environnementaux ont été protégées, cependant leur périmètre est mal connu.

D'autre part le rapport d'expertise relatif au suivi environnemental prescrit en fin de phase quinquennale n'a pas été réalisé.

Référence réglementaire : Article 5-5 - Mesures particulières pour la protection des espèces et des espaces patrimoniaux

5-5 – Mesures particulières pour la protection des espèces et des espaces patrimoniaux :

L'exploitant mettra en œuvre les mesures de gestion et de suivi suivantes

- mise en défens des secteurs favorables situés en périphérie du site et notamment sur la bande de sécurité des 10 mètres ;
- préservation et mise en œuvre de mesures permettant de gérer les milieux constituant les zones mises en défens : maintien de milieux ouverts, fauchage manuel ou pâturage léger, débroussaillage manuel ciblé...
- conservation en l'état de la partie de l'ancien chemin n'ayant pas subi de dégradations ; entretien avec interventions manuelles de la piste d'accès créée dans l'espace boisé et sur les talus situés en bordure de la piste pour bien maîtriser la recolonisation floristique de cet espace . La flore d'intérêt patrimonial, notamment la Céphalanthère de Damas et la Gentiane ciliée, fera l'objet d'une attention particulière avec mise en défens ou mesures de protection spécifiques. Aucune opération de transplantation ne pourra être mise en œuvre.
- conservation en l'état de la mare et des drains sur le maximum de leur longueur, avec aménagement des abords ;
- pérennisation de la mare qui devra garder sa vocation écologique. Pour cela il faudra d'une part assurer une diversification des milieux afin d'augmenter tout naturellement le nombre des espèces colonisatrices du site (variation de la hauteur d'eau, berges sinueuses et aux profils variés), d'autre part mettre en place des espèces végétales bien adaptées ; le suivi de l'évolution des espèces patrimoniales et des milieux naturels par un organisme compétent sous la forme, d'une part d'un appui technique aux mesures de gestion ci-avant énumérées, d'autre part d'une expertise réalisée annuellement pendant 5 ans, puis à l'issue de chaque phase quinquennale d'exploitation. Les suivis des espèces patrimoniales devront permettre de constater la bonne conservation et l'évolution des espèces patrimoniales, mettre à jour la cartographie de leurs populations, suivre la recolonisation des espaces ouverts et des milieux humides (mare et fossés).
- Le rapport d'expertise, portant sur la totalité du site avec une attention particulière sur les zones sensibles ou abandonnées dans le cadre des travaux de remise en état sera transmis à l'inspection de l'environnement. Il devra permettre d'apprécier l'évolution des données relatives aux espèces et aux milieux naturels et proposer éventuellement des préconisations complémentaires.

Conclusion	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à
------------	---

	Délai ou calendrier	apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	6 mois	Transmission du rapport d'expertise environnementale mentionné dans l'article pré-cité
<p>Constat 4 : Suivi d'exploitation <i>Les analyses des eaux pluviales rejetées ne sont pas réalisées.</i> <i>Les contrôles poussières et bruit ont été réalisés en 2021, mais ne sont pas disponibles sur site.</i></p>		
<p>Référence réglementaire : Article 9.5</p> <p><u>9-5 - Contrôle</u></p> <p>Un contrôle des rejets au milieu naturel, représentatifs du fonctionnement de la carrière, sera pratiqué par un organisme agréé durant les six premiers mois qui suivront la mise en exploitation de la carrière. Ce contrôle portera sur les paramètres susvisés et sur la mesure du débit en vue d'évaluer le flux des polluants.</p> <p>Les résultats de ces contrôles seront communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.</p> <p>Par la suite, l'exploitant s'assurera au moins une fois tous les six mois que les paramètres de rejet sont respectés. Le débit sera également mesuré. Les résultats des contrôles seront portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Article 10-6 Retombées poussières</p> <p><u>10-6-Réseau de surveillance des retombées des poussières</u></p> <p>Un réseau de surveillance des retombées atmosphériques totales et de surveillance des poussières en suspension dans l'environnement (PM₁₀, PM_{2,5} ou alvéolaires sans effets spécifiques) est mis en place. Il comporte au minimum quatre stations implantées la première sous les vents dominants définissant l'impact direct de l'exploitation, la seconde hors impact de l'exploitation et les deux autres en zones habitables les plus proches, en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les appareils de mesures sont constitués par des jauges de collecte des retombées totales dont l'implantation et l'exploitation sont conformes aux normes en vigueur (NF X 43-014).</p> <p>Les mesures seront effectuées annuellement en période estivale sèche et en fonctionnement représentatif des installations.</p> <p>...</p> <p>Article 11-4 Contrôles bruit</p> <p><u>11.4 - Contrôle</u></p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué en limite du périmètre d'autorisation de la carrière et dans les zones à émergence réglementée dans les six mois qui suivent la déclaration de début l'exploitation.</p> <p>Le contrôle des niveaux sonores est renouvelé tous les ans et porte sur l'ensemble des installations existantes dans le périmètre autorisé de la carrière.</p> <p>Le résultat de ces contrôles est communiqué à l'inspection des Installations Classées avec les commentaires et propositions éventuelles d'améliorations.</p> <p>...</p>		
Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation	6 mois	Les mesures de bruits et poussières sont à transmettre à

<input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		l'inspection Les analyses sur les eaux pluviales sont à réaliser et à transmettre à l'inspection
--	--	---

Constat 5 : Suivi de l'exploitation et remise en état
Le plan d'exploitation prescrit dans l'article visé ci-dessous n'est pas réalisé

Référence réglementaire : article 22

ARTICLE 22 - SUIVI DE L'EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ETAT

L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m,
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.).

Ce plan est mis à jour tous les ans, avant le 31 décembre de l'année en cours.

Cette mise à jour concerne :

- l'emprise des infrastructures (bassin de décantation - pistes - stocks),
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état ...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.

Les surfaces de ces différentes zones ou emprises sont consignées dans une annexe à ce plan, de même que le calcul des volumes extraits. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière sont mentionnés.

Ce plan et cette annexe sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	6 mois	Transmission du plan de suivi d'exploitation à l'inspection

Constat 6 : Garantie financière

L'acte de garantie financière couvre la deuxième phase à savoir jusqu'au 28/03/2023

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un nouvel acte doit être établi et transmis à M. le préfet avant échéance.

Référence réglementaire : Article 17

Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	-	-